

DES QUARTIERS QUI FLAMBENT

Des responsables de terrain, implantés dans des quartiers dits sensibles, directeurs et présidents de Centres Sociaux et Socioculturels, ont réagi par rapport aux situations des quartiers en feux début novembre. Ils font part ici de leur analyse.

C'est quoi un quartier qui flambe ?

C'est des voitures brûlées, le plus souvent celles des voisins, celles finalement des gens qui sont les plus proches. C'est des Centres Sociaux qui s'embrasent : ceux où des parents suivent des séances d'alphabétisation, ceux où des petits frères et sœurs tentent de prendre l'ascenseur social grâce à l'accompagnement scolaire, ceux où l'on se retrouve pour fuir l'exiguïté des appartements. C'est l'agression de n'importe qui : peut être le père du copain, les amis des amis de la famille,.... C'est du bruit et de la fureur, de la lumière sur les acteurs, la mise en scène d'un véritable « reality show », mieux qu'à la télé ! Avec l'adrénaline qui monte, un petit effort et immédiatement un grand spectacle, dont on fait enfin partie avec une efficacité redoutable et reconnue : un cocktail Molotov destiné au 20h. C'est un jeu vidéo où son propre quartier devient virtuel.

Comment expliquer rationnellement qu'on puisse brûler la voiture du voisin ?

Pour le commun des mortels, il y a incohérence totale. Comment expliquer la tentative d'incendie du CSC, souvent la seule infrastructure sur le quartier au service des familles qui tentent d'échapper aux déterminismes sociaux, de construire des alternatives à leur précarité ? Ce sont toutes les pulsions fusionnées vers un seul objet : le déni fantasmé de ses échecs et d'un quotidien dénoué de sens qui vire à l'absurdité existentielle. Les habitants et notamment les jeunes sont actuellement laminés entre un passé sans relief et un avenir sans espoir. L'immédiat du présent devient ainsi la seule raison d'être. Notons aussi que cette prééminence du présent a toujours été le propre de l'adolescence, ce qui pour les jeunes mineurs est un facteur qui ne fait que renforcer ce besoin d'immédiateté. Cet état de fait ramène les comportements tant individuels que collectifs à des réflexes pulsionnels où la notion de maîtrise n'existe pas, où l'appel au calme est entendu comme un contrôle social ringardisé. Ces non - acteurs (si ce n'est que de leur vie) sont en incapacité de se projeter dans l'avenir, leur avenir c'est le tout de suite et

maintenant, c'est le non - projet, le projet d'un soir. Ainsi, pas de passé, pas d'avenir, le présent comme seul héritage. Trop de jeunes n'ont aujourd'hui aucun espoir d'améliorer leur situation.

Comment en est-on arrivé là ?

« Ton nom ! » « Ton adresse » « Ton look » « Ta couleur de peau » « Ton vocabulaire ». De simples mots sont devenus des « mots clefs » qui ferment irrémédiablement les portes de l'avenir. L'éventail des représentations, des désignations, des assignations qui alimentent les discriminations quotidiennes, qu'elles soient en direction des jeunes en question ou de leur territoire/quartier d'appartenance. C'est une partie de l'explication. Sans passé, la répétition n'a pas de sens, l'expérience de vie n'a pas de sens. Sans avenir, il ne reste plus que le présent comme seul horizon, alors tout est permis d'autant que la sanction appartient à un avenir qui n'existe pas. A cela s'ajoute le fait que notre société consumériste se fonde sur cette immédiateté : avoir tout tout de suite, vous payerez plus tard dit la pub et sans frais, on « flambe » jusqu'au surendettement.

D'abord, que faut-il surtout ne pas faire ?

Il ne faut d'abord pas mettre de l'huile sur le feu, (...) avec une rhétorique guerrière. Pour exemple, dans le cas du « couvre-feu » : si les CRS trouvent 50 gamins de 12 à 16 ans errant vers 22h le soir, comment appliqueront-ils la loi ? En organisant des garderies ? Beaucoup de ces gamins n'auront pas de papier d'identité ; faire du porte à porte pour repérer les parents ne fait pas partie de l'entraînement et de la formation initiale du CRS. On peut supputer que l'ombre de la bavure à minima plane vis à vis de mineurs avec le risque « immédiat » d'un nouvel embrasement. Que l'on soit d'accord ou pas avec cette disposition, il ne pourrait être efficient qu'à deux conditions simultanées : 1- disposer des moyens pour le faire respecter (par rapport à des bandes d'enfants/adolescents, il s'agira d'être particulièrement prudent et vigilant). Autrement, il s'avèrera totalement contre-productif et décrédibilisant pour la République et l'état de droit. 2- Être vécu par les habitants qui le subissent comme une mesure d'apaisement et non comme une mesure de coercition.

Mais encore ?

Il ne faut ensuite surtout pas ethniciser la régulation et des rapports sociaux. S'appuyer sur des acteurs de médiation trouvant leur légitimité dans des instances communautaires corrobore que le modèle républicain est définitivement anachronique dans ces territoires, sous-traitant ainsi le contrôle social à des structures dont ce n'est pas la mission première (sans compter qu'elles risquent également d'être dépassées par les événements). L'appel aux « grands frères » n'est plus d'actualité. De même la « fatwa » de l'UOIF (promulguant que la participation à ces violences est un « péché »), même si elle part d'une bonne intention, participe et alimente l'ethnicisation d'une problématique sociale qui n'est pas seulement celle « des banlieues » mais bel et bien de l'ensemble de la société française. La délégation faite du contrôle et de la régulation sociale à des associations communautaires est une de ces réponses « immédiates ». Ce n'est pourtant pas aux « communautés », quelles qu'elles soient, d'assurer en tant que telles ces fonctions. C'est aux décideurs et aux opérateurs de la République de s'en occuper. Les conséquences de ce choix restent aujourd'hui imprévisibles aussi bien pour les associations concernées que pour la cohésion sociale de l'entité urbaine. Cette assignation ethnique ne peut qu'entamer durablement la pertinence des interventions de l'Etat, des Collectivités Locales, des associations de quartier.

Alors où sont les contre-feux ?

Une réaction adulte et responsable, face au nihilisme juvénile, doit pouvoir s'inscrire en contre-feux (au sens propre et figuré) de l'instantanéité dévastatrice. Pourtant, les mesures récentes sont diluées dans « l'instantanéité » de l'événement, prises au piège d'une « réponse adaptée à la situation » à laquelle, bien entendu, les travailleurs sociaux, les acteurs de l'éducation populaire ne sont pas associés. Il s'agit aujourd'hui de reconstruire, dans le court, le moyen et le long terme, les liens sociaux. La première donne est indubitablement d'assurer la sécurité des biens et des personnes. En effet, le corps social est malade, il faut donc au moins en apaiser l'environnement. On ne peut travailler à la reconstruction que dans les conditions de l'apaisement. N'oublions pas que les premières victimes sont les habitants de ces quartiers, leurs enfants, parmi eux « les incendiaires » eux - mêmes pris dans l'engrenage de l'auto - destruction (en

danger pour les autres et pour eux - mêmes pour reprendre une formule psychiatrique). Deuxième élément, il s'agit de rappeler et de veiller à ce que les principes inscrits au fronton de notre République puissent effectivement inspirer cette reconstruction, du maintien de l'ordre à l'établissement de nouveaux dispositifs.

Pourquoi y-a t-il échec de 20 ans de politique de la ville ?

Les moyens actuellement disponibles dans les quartiers ont été conçus selon une analyse des besoins datant d'il y a 20 ans alors que les populations ont changé et expriment aujourd'hui des besoins totalement décalés par rapport aux outils de socialisation disponibles.

Les diagnostics sociaux doivent être adaptés régulièrement, approuvés par les acteurs et les opérateurs sur un même territoire. C'est la condition minima de la pertinence aussi bien de nos actions que des politiques publiques. inscrites dans une logique globale mettant l'habitant au centre de l'urbain et non comme élément d'un contenant urbain. Autrement dit, l'architecture et l'urbanisme doivent pouvoir contribuer à la pratique et au comportement citoyen avec le souci d'une capacité d'adaptation permanente.

Quels moyens faut-il alors se donner ?

Il est essentiel de considérer que la maintenance dans le temps de la qualité d'un tissu social a un coût incompressible. Que dirait-on si la SNCF n'assurait pas la maintenance de ses TGV et malgré cela véhiculerait des voyageurs ? Le coût social des violences urbaines dépasse de loin les investissements nécessaires au redéploiement du service public dans les Zones Urbaines Sensibles. L'ensemble doit pouvoir s'articuler dans le cadre d'un plan de reconstruction, de rénovation et de maintenance du tissu social avec des méthodes et des moyens adaptés à la hauteur des enjeux qui dépassent la génération actuelle, et surtout inaliénables aux échéances électorales. Il s'agit d'un travail qui nécessite du « temps » et qui s'oppose à toute solutions immédiate issue de l'urgence, qui ne pourrait qu'agir sur les symptômes et non sur les causes profondes qui restent structurelles. C'est la prise en compte de ce « temps » indispensable au diagnostic partagé et ses prolongements qui

font que des éléments de solutions réalistes pourront être mis sur pied.

Concrètement ?

Il faut créer immédiatement les conditions favorables à l'insertion sociale et professionnelle des nouvelles générations (futurs adultes), aider les familles, relégitimer les « maintenanciers » (animateurs et éducateurs de rue). Dans les quartiers sensibles (ou en voie de le devenir), un ratio de 1 animateur et un éducateur par tranche de l'ordre de 1000 habitants devrait être la règle. Les centres socio-culturels (2000 en France), entre autres acteurs de proximité, doivent pouvoir bénéficier de moyens conséquents et budgétés dans la durée. Les conventions pluriannuelles avec la Caisse d'Allocations Familiales, les collectivités locales, les services et établissements de l'Etat doivent se généraliser (simplification administrative dans l'attribution et le calendrier des subventions).

De ce point de vue, la politique de la ville doit être revisitée en y intégrant, avec le souci de l'équité, les préconisations des structures de proximité dont nous faisons partie. La fin du contrat Etat Plan Région en 2006 pourrait être l'occasion d'organiser une consultation massive et transversale des acteurs de terrain afin de parvenir, à plus long terme, au développement d'une rénovation et d'une maintenance urbaine.

Que peuvent apporter les associations de proximité à cette reconstruction ?

Une expertise de terrain en tant qu'acteurs de terrain. En nous appuyant sur notre expérience, nous demandons que toute politique de résolution s'appuie sur les acteurs du quotidien, en développant une démarche de diagnostic partagé permettant de fonder dans une deuxième phase, les éléments d'une politique de résolution.

Une réponse immédiate, surtout si elle se veut politique, qui ne prendrait pas en considération l'histoire récente de ces quartiers et le diagnostic, voire l'expertise sociale des structures de proximité, ne saurait être appropriée... Ce sont les structures d'accompagnement dans les quartiers qui seules peuvent permettre une adaptabilité optimale aux évolutions dans le temps, des besoins des populations.

En direction des publics adolescents et préadolescents, un travail spécifique doit être mené auprès des jeunes adultes, parti-

culièrement ceux en errance, véritables SDF dans leur propre quartier : développer des stratégies pédagogiques permettant la réappropriation d'une capacité de projection dans l'avenir, canaliser au travers d'activités, qui suscitent l'adhésion, l'énergie disponible de ces jeunes adolescents et de leur famille en partenariat avec le monde économique local, les organismes dédiés à l'emploi et/ou la formation, ... En direction des familles, soutenir la parentalité.

Dans les écoles : renforcer les ZEP avec des personnels complémentaires et qualifiés avec un ratio d'1 enseignant pour 20 élèves, impliquer des actions scolaires dans une pédagogie élaborée en commun avec les acteurs « hors-école », reconsidérer la carte scolaire afin qu'elle devienne un outil de mixité sociale au sein de l'école.

Cela ne pose-t-il pas la question de la gestion de la diversité dans la société française ?

La complexité de la société actuelle nécessite, dans un pays comme la France structuré par un pacte républicain, une réelle fonction d'animation de la société. La prise en compte de la diversité culturelle de la société française d'aujourd'hui est une nécessité et impose une animation et un brassage permanent. Sans animation globale, la sédimentation sociale, conduit directement, à l'instar des pays anglo-saxons, à une représentation et une gestion communautariste de nos cités.

Nous savons pourtant depuis 20 ans que cette fonction d'animation du tissu social (occupée auparavant par différents représentants de la société civile) n'est plus présente. Ainsi, la fonction d'animation reste impérative pour le « modèle républicain français » au moment où celui-ci doit faire valoir son assuétude aux enjeux culturels, sociaux et économiques contemporains. Pour rénover l'image et la réalité des quartiers, il faut une animation sociale républicaine. L'absence d'animation d'une société aux fractures béantes (autour desquelles rôdent les populistes de tout poil) nous condamne à un modèle de société que nous n'aurons pas choisi.

*D'après **Maintenir - Paroles d'acteurs**, réflexion produite par les centres sociaux et socioculturels de l'Elsau, de Hoenheim, de Koenigshoffen (JSK), de la Krutenau (Cardek), de la Montagne-Verte, de Neudorf, du Neuhof, de la Robertsau (Escale) et de HautePierre.*

Correspondants : Jacques Schumpp, président du CSC Koenigshoffen-JSK (jschumpp@free.fr) et Mokhtar Benaouda, directeur du CSC Elsau (csc.directeur@elsau.9tel.com).

UN TEMOIGNAGE SUR AULNAY-SOUS-BOIS

de la part de Jean RIEDINGER,
secrétaire de l'Observatoire Chrétien de la Laïcité, membre du CMI

Chers amis,

Je vous transmets ce témoignage sur Aulnay-sous-Bois, par Sérénade CHAFIK, conseillère en centre de planification, une des premières signataires du Manifeste.(1)

(1) Manifeste des libertés : musulmans ou de tradition et de culture musulmanes ou concernés par cette tradition et cette culture dans un esprit laïque, pour la défenses des libertés et des droits de l'homme.

VIOLENCES URBAINES OU DESESPoir, REVOLUTION OU AUTODESTRUCTION ?

Témoignage d'une conseillère en centre de planification à Aulnay-sous-Bois, quartier nord (" Les 3000 ")

Jeudi 3 novembre, à 8h30, le bus nous signifie qu'il ne poursuit pas sa route : le quartier des " 3000 " est en " état de guerre civile " §

Je descends et me dirige à mon poste de travail, en plein milieu du quartier des " 3000 ". Images de désolation : l'asphalte est encore fumant, des carcasses de voitures brûlées, des grands panneaux de plastique fondus. Des voitures brûlées, mais pas des voitures de riches ! Des employés municipaux tentent vainement d'effacer les traces de la nuit. Une nuit de feu, mais le feu n'est -il pas symbole de purification ?

Bouleversée, j'atterris à la PMI et découvre des collègues hurlant et criant : " On ne peut pas continuer à leur trouver des excuses ! ". L'une crie plus fort que les autres : " Moi aussi, je suis fille d'immigrés ; mon père, lui aussi, a connu le chômage, ce n'est pas pour autant que je suis devenue délinquante. " Je tente de parler, pour expliquer que cette expression de colère est légitime même si la logique n'est pas au rendez-vous ! On me répond : " Toi, ça va ! t'es toujours à être de leur coté ! "

Oui, je me sens proche de ces jeunes, même si...

Depuis mon arrivée, à Aulnay, le 1er avril, ce que j'ai vu lors de mes entretiens avec les femmes, c'est cette grande misère. En 450 entretiens, je n'ai reçu que 10 femmes qui travaillent, et, n'allez pas croire qu'elles ont un CDI ! Non, ce sont des petites missions d'intérim de quelques jours, c'est du travail de ménage à Roissy où les femmes subissent le harcèlement sexuel. Et tout ce lot de femmes et d'hommes sans papiers !

Les jeunes, pour une grande partie, sont déscolarisés dès 13-14 ans. On les exclue et on ne leur offre plus rien. Aucune alternative ! Quand ils sont encore à l'école, ils ne savent plus pourquoi faire. Dans les " 3000 ", on va détruire 14 tours HLM, tous les habitants ne seront plus logés !

Dans les " 3000 ", une femme d'origine africaine vit à l'hôtel avec ses 5 enfants, elle n'a ni cuisinière, ni frigo, et doit consacrer tout son maigre revenu à la nourriture dans les Mac Do et compagnie. Elle laisse ses enfants trois fois par semaine pour une dialyse et on risque de les lui retirer. Cette femme n'aura pas de logement, toutes nos tentatives ont échoué !

Dans les " 3000 ", les filles n'ont pas le droit de sortir, elles sont contrôlées par leur frères, leurs cousins, leurs voisins et, le comble de tout, par de parfaits inconnus pour elles : les barbus !

Dans les " 3000 ", les jeunes subissent un réel harcèlement policier avec des contrôles abusifs d'identité. Leur délit : être noir ou arabe !

Dans les " 3000 ", sur le marché, entre les tomates et les dattes, on rencontre des barbus qui vendent des tickets à 5 euros pour une mosquée sur terre et le paradis dans l'au-delà. Ils sont omniprésents, ni les partis, ni les associations progressistes ne sont là pour offrir une alternative. A Aulnay, on exige des justificatifs de recherche d'emploi des parents qui ont besoin d'une aide au maintien à la cantine.

Au " 3000 ", les filles sont enceintes à 14 ans et mère 9 mois plus tard.

Au " 3000 ", les femmes battues restent avec leurs agresseurs, faute de logement.

Au " 3000 ", il fallait que ça pète, mais les jeunes ne revendiquent rien ; ils sont blessés, on les a traités de " racailles ", et on a tiré sur leur mosquée, personne ne s'est excusé !

Au " 3000 ", ces jeunes brûlent la voiture du voisin, qui trime pour payer un crédit sur 60 mois, il continuera à payer ce qu'il n'a plus.

Au " 3000 ", on ne s'attaque pas au 16e arrondissement ni aux quartiers riches, on s'autodétruit par désespoir !

Sérénade CHAFIK